

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40006]

12 DECEMBER 2018. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 30 van het decreet, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling:

“De Regering kan aan de partners subsidies toekennen, berekend overeenkomstig dit hoofdstuk, die bestemd zijn om de verwezenlijking van de opdrachten en verplichtingen verbonden met hun erkenning te steunen.”.

Art. 2. Dit voorstel treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 december 2018.

De minister-president, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-president en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 699-1. – Verslag van de commissie, nr. 699-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 699-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 december 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/15709]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant diverses modalités relatives au soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique et au fonctionnement de la commission consultative de la création radiophonique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 168, § 3, remplacé par le décret du 14 juin 2018, l'article 168*bis*, alinéa 2, inséré par le décret du 14 juin 2018 et l'article 169, § 3, alinéa 5, remplacé par le décret du 14 juin 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2018;

Vu l'avis de la Commission consultative de la création radiophonique, donné le 5 juillet 2018;

Vu l'avis n° 64.517/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le test de genre établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre des Médias;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modalités d'introduction et de traitement des demandes de subvention pour les projets d'œuvres de création radiophonique*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Commission : La Commission consultative de la création radiophonique;

2° décret : le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels;

3° secrétariat : le Service général de l'Audiovisuel et des Médias du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Les demandes de subvention pour des projets d'œuvres de création radiophonique sont introduites en réponse à un appel à projets public et doivent être transmises au secrétariat conformément aux modalités fixées par l'appel à projets.

Au moins un appel à projets est lancé par année budgétaire.

§ 2. L'appel à projets comprend au minimum :

1° les conditions de recevabilité des projets telles que visées aux articles 1^{er}, 23bis°, 24bis°, 25bis°, 26bis°, 26ter°, et 168, § 2, du décret;

2° les modalités et délai de dépôt des projets;

3° les conditions dans lesquelles un projet ayant déjà reçu un avis négatif de la Commission peut être redéposé. Ces conditions sont les suivantes : après la remise d'un avis négatif de la Commission, un projet d'œuvre de création radiophonique peut être réexaminé par la Commission, à condition que le projet ait été retravaillé en tenant compte des remarques émises par la Commission. Dans ce cadre, un projet ne peut être représenté qu'une fois;

4° les conditions de liquidation et de justification des subventions;

5° un descriptif de la procédure de traitement des projets déposés.

Art. 3. La recevabilité des projets est examinée par le secrétariat. Les dossiers incomplets ou qui ne répondent pas aux conditions définies dans l'appel à projets, notamment aux conditions visées à l'article 2, § 2, 1°, 2° et 3°, sont déclarés irrecevables par le secrétariat.

Le secrétariat transmet à la Commission les dossiers recevables et fait rapport sur les demandes irrecevables.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément à l'article 168, § 4, du décret, la Commission émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une subvention au projet et sur le montant de celle-ci.

§ 2. Le secrétariat rédige l'avis visé au § 1^{er} et le transmet, après approbation des membres de la Commission, au Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement désigne les projets à soutenir et fixe les montants attribués à chacun d'eux. Le secrétariat informe le demandeur de la décision du Gouvernement relative à son projet.

CHAPITRE II. — *Modalités de liquidation et de justification des subventions*

Art. 5. § 1^{er}. Les subventions aux projets d'œuvres de création radiophonique sont liquidées comme suit :

1° une première tranche représentant 85 % de la subvention est liquidée dans un délai de 4 semaines qui suit l'engagement comptable;

2° le solde est liquidé sur présentation des pièces justifiant l'utilisation de la subvention.

§ 2. Les pièces justificatives doivent comprendre :

1° l'œuvre sur support informatique intégrant dans le générique, une référence au soutien de la Communauté française;

2° une attestation d'au moins un service sonore privé mentionnant les dates et heures de diffusion de l'œuvre;

3° les comptes de production datés et signés, accompagnés des justificatifs comptables présentant des dépenses pour un montant au moins équivalent au montant de la subvention. Les frais généraux tels que définis dans l'appel à projets visé à l'article 2, § 2, sont pris en considération sous une forme forfaitaire correspondant à maximum 10 % du montant de la subvention et ne nécessitent pas le dépôt de pièces justificatives. Les frais de transport, d'hébergement et de catering sont limités à 10 % du montant de la subvention.

§ 3. Les dépenses suivantes sont inéligibles au titre de justification de la subvention :

1° les dépenses antérieures à la décision d'octroi de la subvention, sauf dérogation octroyée par le Gouvernement dans le cas où la prise de son a dû impérativement être réalisée avant la décision d'octroi de la subvention, notamment pour l'un des motifs suivants : l'œuvre est liée à un événement saisonnier, à l'actualité ou à un agenda particulier;

2° les frais de personnel dans le cas d'un projet réalisé par un étudiant dans le cadre de son cursus.

Art. 6. Les pièces justificatives doivent être transmises au secrétariat dans les 24 mois de la notification de l'octroi de la subvention.

Sur demande du bénéficiaire, un délai complémentaire d'une durée maximale de 6 mois peut être octroyé par le secrétariat. Cette demande doit :

1° être dûment motivée;

2° être accompagnée de l'accord de report de finalisation du projet donné par le ou les diffuseurs qui se sont engagés à diffuser l'œuvre;

3° être introduite au plus tard un mois avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. L'absence de justification de la subvention en vertu de l'article 5 ou le non-respect des délais visés à l'article 6, implique le remboursement par le bénéficiaire de la totalité des sommes perçues.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le bénéficiaire est uniquement en défaut de pouvoir présenter des dépenses pour un montant au moins équivalent à la subvention, il est tenu de rembourser les sommes perçues uniquement à hauteur du montant non justifié.

Conformément à l'article 168bis du décret, le non-respect de cette obligation de remboursement par le bénéficiaire implique l'irrecevabilité de toute nouvelle demande de subvention pour un projet de création radiophonique.

CHAPITRE III. — *Modalités de fonctionnement de Commission*

Art. 8. § 1^{er}. Le président de la Commission est désigné par le Gouvernement, sur proposition des membres de la Commission.

Le président, en concertation avec le secrétariat, fixe les dates des réunions et établit l'ordre du jour. Il dirige les débats.

§ 2. Le secrétariat assure le fonctionnement administratif de la Commission, notamment en réceptionnant les dossiers de demande de subvention et en analysant leur recevabilité, en transmettant ceux-ci aux membres de la Commission, en convoquant les réunions et en rédigeant les comptes rendus.

Art. 9. § 1^{er}. La Commission se réunit au moins deux fois par an.

§ 2. Elle ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée.

En l'absence du quorum requis, la Commission est tenue d'organiser une séance dans les 30 jours calendrier avec un ordre du jour identique. Au cours de cette nouvelle séance, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 3. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de parité des voix, il est procédé à un second tour excluant toute abstention. En cas de parité des voix après ce second tour, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Les débats de chaque réunion sont consignés dans un compte rendu. Ce compte rendu constitue l'avis de la Commission. Cet avis est sans indication nominative des membres.

Art. 10. En cas de possibilité de conflit d'intérêts entre un membre et l'objet soumis à la délibération de la Commission, le membre concerné en informe préalablement le président de la Commission et ne peut participer aux débats et à la délibération relatifs à l'objet avec lequel il est en conflit. Le non-respect de cette mesure et des règles de déontologie visées au 3^o de l'article 11 justifie la révocation du membre par le Gouvernement.

Art. 11. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

1^o la méthodologie de travail de la Commission, notamment la procédure d'examen des projets, la procédure de délibération et de vote;

2^o les règles prévues en matière de procuration à un autre membre de la Commission étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration;

3^o les règles de déontologie.

Art. 12. La Commission établit annuellement un rapport d'activités. Ce rapport est remis au Gouvernement.

Le secrétariat assure la publicité du rapport d'activités dans le respect des dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

CHAPITRE IV. — *Modalités de défraiement et de jetons de présence des membres de la Commission*

Art. 13. § 1^{er}. A l'exception des membres représentant le Ministre ou l'administration, les membres de la Commission reçoivent un jeton de présence pour chaque réunion d'une demi-journée.

Le montant du jeton est de 40 euros pour une demi-journée de travail. Ce montant est adapté tous les 4 ans sur la base de l'indice 01.01.2018 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

§ 2. Les membres de la Commission bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion, pour les rencontres effectuées à l'occasion de l'établissement d'un rapport ou pour toute autre tâche prévue par la Commission consultative pour mener à bien sa mission. Cette indemnité est allouée conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002, tel que modifié, réglant l'intervention des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 2004 fixant les modalités relatives au fonds d'aide à la création radiophonique est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Ministre des Médias est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15709]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van diverse nadere regels voor de ondersteuning van kunstprojecten voor creatie op radio en voor de werking van de Adviescommissie voor creatie op radio

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 168, § 3, vervangen bij het decreet van 14 juni 2018, artikel 168*bis*, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 14 juni 2018 en artikel 169, § 3, vijfde lid, vervangen bij het decreet van 14 juni 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 oktober 2018;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor creatie op radio, gegeven op 5 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 64.517/4 van de Raad van State, gegeven op 20 november 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de “gendertest” uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Nadere regels voor de indiening en de behandeling van de aanvragen om subsidie voor kunstprojecten voor creatie op radio

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

4° Commissie : de Adviescommissie voor creatie op radio;

5° decreet : het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten;

6° secretariaat : de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en Media van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. De aanvragen om subsidie voor kunstprojecten voor creatie op radio worden ingediend in antwoord op een openbare oproep tot projecten en moeten bezorgd worden aan het secretariaat overeenkomstig de nadere regels bepaald door de oproep tot projecten.

Minstens één oproep tot projecten wordt per begrotingsjaar gelanceerd.

§ 2. De oproep tot projecten bevat ten minste :

6° de voorwaarden voor de ontvankelijkheid van projecten, zoals bedoeld in de artikelen 1, 23*bis*°, 24*bis*°, 25*bis*°, 26*bis*°, 26*ter*°, en 168, § 2, van het decreet;

7° de nadere regels en termijn voor de indiening van projecten;

8° de voorwaarden waarin een project waarvoor de Commissie al een negatief advies gegeven heeft, opnieuw ingediend kan worden. De voorwaarden zijn de volgende : nadat de Commissie een negatief advies gegeven heeft, kan een kunstproject voor creatie op radio opnieuw door de Commissie onderzocht worden, op voorwaarde dat aan het project herwerkt wordt rekening houdend met de opmerkingen gemaakt door de Commissie. In dit kader kan een project slechts één keer vertegenwoordigd worden;

9° de voorwaarden voor de uitbetaling en de rechtvaardiging van de subsidies;

10° een beschrijving van de procedure voor de behandeling van de ingediende projecten.

Art. 3. De ontvankelijkheid van de projecten wordt door het secretariaat onderzocht. De onvolledige dossiers of de dossiers die niet beantwoorden aan de voorwaarden bepaald in de oproep tot projecten, inzonderheid aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 2° en 3°, worden door het secretariaat onontvankelijk verklaard.

Het secretariaat bezorgt de Commissie de ontvankelijke dossiers en maakt een verslag uit over de onontvankelijke aanvragen.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 168, § 4, van het decreet brengt de Commissie een gemotiveerd advies uit over de mogelijkheid om een subsidie aan het project toe te kennen en over het bedrag ervan.

§ 2. Het secretariaat stelt het advies bedoeld in § 1 op en bezorgt het, na goedkeuring van de leden van de Commissie, aan de Regering.

§ 3. De Regering verwijst naar de projecten die ondersteund moeten worden en bepaalt de bedragen die aan elk project toegekend worden. Het secretariaat informeert de aanvrager over de beslissing van de Regering in verband met zijn project.

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de uitbetaling en de rechtvaardiging van de subsidies*

Art. 5. § 1. De subsidies voor kunstprojecten voor creatie op radio worden uitbetaald als volgt :

3° een eerste schijf die 85 % van de subsidie vertegenwoordigt, wordt binnen een termijn van 4 weken uitbetaald volgend op de boekhoudkundige verbintenis;

4° het saldo wordt uitbetaald op voorlegging van de stukken die het gebruik van de subsidie bewijzen.

§ 2. De bewijsstukken moeten het volgende bevatten :

4° het werk op computer-drager met de generiek, een verwijzing naar de ondersteuning van de Franse Gemeenschap;

5° een attest van minstens een private dienst voor klankradio-omroep met vermelding van de data en uren van verspreiding van het werk;

6° de rekeningen van de productie, gedateerd en ondertekend, samen met de boekhoudkundige bewijsstukken die de uitgaven voorstellen voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan het bedrag van de subsidie. De algemene kosten, zoals bepaald in de oproep tot projecten bedoeld in artikel 2, § 2, worden in aanmerking genomen in een forfaitaire vorm overeenstemmend met hoogstens 10 % van het bedrag van de subsidie en waarvoor de bewijsstukken niet ingediend moeten worden. De vervoer-, de huisvestings- en cateringkosten worden tot 10% van het bedrag van de subsidie beperkt.

§ 3. De volgende uitgaven komen niet in aanmerking voor de rechtvaardiging van de subsidie :

3° de uitgaven voorafgaand aan de beslissing voor de toekenning van de subsidie, behoudens afwijking verleend door de Regering in het geval dat de geluidsopname absoluut vóór de beslissing van de toekenning moest gebeuren, inzonderheid voor één van de volgende motieven : het werk is gebonden aan een seizoengebeurtenis, aan de actualiteit of aan een bijzondere agenda;

4° de personeelskosten ingeval van een project ontwikkeld door een student in het kader van zijn cursus.

Art. 6. De bewijsstukken moeten binnen de 24 maanden na de mededeling van de toekenning van de subsidie aan het secretariaat bezorgd worden.

Op aanvraag van de begunstigde kan een bijkomende termijn van een maximale duur van 6 maanden door het secretariaat toegekend worden. Deze aanvraag moet :

4° behoorlijk met redenen omkleed worden;

5° gepaard gaan met de toestemming voor het uitstel van de afwerking van het project gegeven door de uitzenders die zich ertoe verbonden hebben het werk te verspreiden;

6° ten laatste één maand vóór de vervaldatum van de termijn bedoeld in het eerste lid ingediend worden.

Art. 7. Het gebrek aan rechtvaardiging van de subsidie krachtens artikel 5 of de niet-naleving van de termijnen bedoeld in artikel 6, houdt de terugbetaling door de begunstigde van het geheel van de geïnde sommen in.

In afwijking van het vorige lid is de begunstigde, indien hij slechts in gebreke blijft uitgaven voor te stellen voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de subsidie, verplicht de geïnde bedragen slechts terug te betalen naar rata van het bedrag dat niet gerechtvaardigd is.

Overeenkomstig artikel 168*bis* van het decreet betekent de niet-naleving van deze verplichting tot terugbetaling door de begunstigde de onontvankelijkheid van elke nieuwe subsidieaanvraag voor een project voor creatie op radio.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de werking van de Commissie*

Art. 8. § 1. De voorzitter van de Commissie wordt door de Regering aangesteld, op de voordracht van de leden van de Commissie.

De voorzitter, in overleg met het secretariaat, bepaalt de datums van de vergaderingen en stelt de agenda op. Hij leidt de debatten.

§ 2. Het secretariaat neemt de administratieve werking van de Commissie waar, inzonderheid door de dossiers van de subsidieaanvraag in ontvangst te nemen en door de ontvankelijkheid ervan te analyseren, door hen aan de leden van de Commissie te bezorgen, door vergaderingen bijeen te roepen en door de verslagen op te stellen.

Art. 9. § 1. De Commissie vergadert ten minste twee keer per jaar.

§ 2. Ze beraadslaagt en beslist slechts geldig als ten minste de helft van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Bij gebrek aan een vereist quorum is de Commissie ertoe gehouden een vergadering binnen de 30 kalenderdagen te organiseren met dezelfde agenda. Tijdens deze nieuwe zitting beraadslaagt en beslist ze geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 3. De beraadslagen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Bij gelijkheid van stemmen wordt een tweede ronde gehouden, met uitsluiting van elke onthouding. Bij gelijkheid van stemmen na deze tweede ronde, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 4. De debatten van elke vergadering worden in een verslag opgenomen. Dit verslag bestaat uit het advies van de Commissie. Dit advies bevat geen namen van de leden.

Art. 10. In geval van een mogelijk belangenconflict tussen een lid en het onderwerp dat door de Commissie moet worden besproken, stelt het betrokken lid de voorzitter van de Commissie vooraf op de hoogte en mag dat lid niet aan debatten en beraadslagingen deelnemen die betrekking hebben op het onderwerp waarmee hij in conflict is. De niet-naleving van deze maatregel en van de regels van de gedragscode zoals bedoeld in 3 van artikel 11 rechtvaardigt de herroeping van het lid door de Regering.

Art. 11. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor. Dit huishoudelijk reglement bevat ten minste :

4° de werkwijze van de Commissie, inzonderheid de procedure voor het onderzoek van de projecten, de procedure voor de beraadslaging en de stemming;

5° de regels voorzien inzake volmacht aan een ander lid van de Commissie aangezien elk lid geen houder mag zijn van meer dan één volmacht;

6° de regels inzake gedragscode.

Art. 12. De Commissie stelt elk jaar een activiteitenverslag op. Dit verslag wordt aan de Regering bezorgd.

Het secretariaat is belast met de bekendmaking van het activiteitenverslag in achtneming van de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels voor de terugbetaling en het presentiegeld van de leden van de Commissie*

Art. 13. § 1. Met uitzondering van de leden die de Minister of de administratie vertegenwoordigen, krijgen de leden van de Commissie een presentiegeld voor elke vergadering van een halve dag.

Het presentiegeld bedraagt 40 euro voor een halve dag werk. Dit bedrag wordt om de 4 jaar aangepast op basis van het indexcijfer 01.01.2018 = 100 in functie van de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bepaald door de wet van 2 augustus 1971.

§ 2. De leden van de Commissie komen in aanmerking voor een vergoeding voor de vervoerkosten tussen hun woonplaats en de plaats van de vergadering, voor de vergaderingen die gehouden worden voor de opstelling van een verslag of voor elke andere taak voorzien door de Adviescommissie om haar opdracht uit te voeren. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002, zoals gewijzigd, tot regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de Regering, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor het Hulpfonds voor creatie op radio, wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de tiende dag nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. De Minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2019/10046]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative de la création radiophonique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels tel que modifié, et, plus particulièrement, l'article 169 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 fixant diverses modalités relatives au soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique et au fonctionnement de la Commission consultative de la création radiophonique ;

Considérant que la Commission consultative de la création radiophonique a adopté son règlement d'ordre intérieur le 4 septembre 2018 ;

Sur proposition du Ministre des Médias ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative de la création radiophonique, tel que repris en annexe au présent arrêté, est approuvé par le Gouvernement.

Art. 2. Le Ministre des Médias est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT